

AMAR BENTOUMI MET à NU LES CONTREVÉRITÉS DE BEN BELLA



par Amar Bentoumi

*“Le Qotidien d’Algérie en
ligne”*

le 16 mai 2011

et

“La Tribune”

le 17 mai 2011

1

Après les déclarations de Ben Bella à Jeune Afrique, je me dois de rétablir la vérité sur certains faits dont j’ai eu connaissance en ma qualité d’avocat du PPA-MTLD et puis du FLN.

Rôle de Ben Bella au sein de l’Organisation spéciale (OS)

Après avoir mis sur pied l’OS qu’il a dirigée pendant environ une année, Mohamed Belouizded a dû, pour des raisons de santé très graves (tuberculose contractée au cours de la reconstitution du parti (décimé lors des massacres du 8 Mai 1945) dans le Constantinois, cesser ses activités.

La commission des Quatre composée de Lahouel ? Lamine Debaghine, Boukadoum et Aït Ahmed, a proposé au Bureau politique Aït Ahmed comme chef de l’OS en remplacement de Belouizded, ainsi que l’adoption d’un découpage territorial en cinq zones calqué sur celui du PPA-MTLD.

Ces propositions adoptées, Aït Ahmed prend le commandement de l’OS qu’il a dirigée pendant deux ans durant lesquels il a élaboré les manuels de formation des cadres et des militants, un manuel relatif à l’attitude des militants en cas d’arrestation. Aït Ahmed a mis en place les structures de l’OS et grandement renforcé la logistique que Belouizded a commencé à mettre en place.

Ben Bella a été désigné à la tête de la zone de l'Oranie et Mohamed Boudiaf à la tête du Constantinois. L'inspection qui eut lieu, pour établir le bilan avant la réunion du Comité central élargi de Zeddine, fin décembre 1948, a révélé que les résultats obtenus par Boudiaf étaient nettement supérieurs à ceux, plutôt décevants, de Ben Bella. Lors de la crise dite « berbériste » de 1949, Aït Ahmed, soupçonné d'en être l'instigateur, a été écarté de la direction de l'OS.

En octobre 1949, Ben Bella a été désigné à la tête de l'état-major de l'OS. Ce qui lui a valu ce poste, en dépit de ses maigres résultats à la tête de l'Oranie, était plutôt ses dix ans passés au sein de l'armée française (1937-1947) et ses « exploits » pendant la Seconde Guerre mondiale, dont il ne cessait de se vanter et qui lui ont valu sa médaille militaire et ses quatre citations. 2

Mais Ben Bella n'est resté à la tête de l'OS que près de sept à huit mois. Le parti avait loué pour Ben Bella un appartement situé au 36, rue Auber-Seger, à Alger, chez une femme européenne. Lorsqu'en mars-avril 1949, la police a commencé à enquêter sur l'affaire de l'OS, le parti a ordonné à Ben Bella de quitter l'appartement en question et de se mettre au vert mais ce dernier a refusé de s'y soumettre, préférant rester en compagnie de Madame Tendière avec qui il entretenait une relation intime. C'est ainsi que Ben Bella a été arrêté en mars 1950 sans opposer aucune résistance et a même remis spontanément à la police son arme – un 7,65 appartenant à l'OS de l'Oranie qu'il a illégalement gardé – qui se trouvait sur la table de nuit de la chambre de la dame qui l'hébergeait.

Début mai 1950, Ben Bella est présenté par le commissaire Havard de la PRG au commissaire divisionnaire Costes, qui lui a donné une paire de gifles pour s'être allié à « anti-français » lui disant qu'en raison de ses états de service pendant la Seconde Guerre mondiale, il ne souhaitait pas lui infliger le même traitement que subissaient les autres membres de l'OS, à condition qu'il livre toutes les informations en sa possession. Le commissaire divisionnaire Costes a averti Ben Bella qu'il était informé par Belhadj Djilali (inspecteur général de l'OS) de tout ce qui concerne l'OS et son rôle personnel (celui de Ben Bella, ndlr) et qu'il ne s'avise pas de mentir ou de cacher des informations. Du papier et un crayon ont été remis à Ben Bella installé dans une pièce pour rédiger son « récit ». Au bout de quelque temps, Ben Bella frappe à la porte pour demander du papier. C'est dire, selon le jargon policier, qu'il a vidé son sac !

Déféré devant le juge d'instruction, il a confirmé ses déclarations faites devant la police et par lesquelles il a dénoncé Saïd Amrani qui l'a remplacé à la tête de l'OS et dont la police ignorait même l'existence. Ben Bella avait livré beaucoup de militants et de cadres dont Khider, Boutelilis, etc.

À propos de l'affaire de la poste d'Oran, Ben Bella a écrit dans sa déposition : « *S'il me revenait d'autres détails, je ne manquerais pas de vous en faire part ou de les dire au juge d'instruction.* » Le juge d'instruction a ordonné son incarcération à la prison de Blida où je lui ai rendu visite en compagnie de Maître Kiouane.

Ce dernier a transmis à Ben Bella les instructions fermes du parti qui ordonne à tous les militants détenus de revenir sur leurs déclarations faites à la police, invoquant la torture et dénonçant un complot policier contre le MTLD, parti légal. Dans un premier temps, Ben Bella a catégoriquement refusé d'obtempérer sous prétexte qu'il ne pouvait « se déjuger ». Ce n'est qu'après de fortes pressions qu'il a fini par obéir aux instructions du parti et adopter la même attitude que ses codétenus.

Rôle de Ben Bella dans l'affaire de la poste d'Oran

Près de soixante ans après, Ben Bella s'attribue à lui seul les mérites de l'affaire de l'attaque de la poste d'Oran. « *L'organisation principale du coup jusqu'au moindre détail, c'est moi* », déclare-t-il.

C'est une contrevérité et une falsification grossière de l'histoire. Il n'y était pas. Il n'y a pas participé. Sa seule contribution consistait à présenter Bekhti Nemmiche, agent de la poste d'Oran, à Aït Ahmed qui ont étudié le plan des lieux ensemble.

Comment le père de Ben Bella a acquis ses biens à Maghnia

Entre 1952 et 1953, la commune mixte de Maghnia a attaqué en justice la famille Ben Bella, notamment la mère et la sœur de Ahmed Ben Bella, pour les déposséder de leurs biens fonciers et immobiliers. L'objet de cette action en justice était la révocation des concessions accordées au père Ben Bella par la commune de Maghnia pour services rendus à la France. Ces concessions consistaient en un caravansérail qui servait d'écurie et de fondouk, des terrains agricoles et des vergers d'oliviers et divers arbres fruitiers.

Cette action en justice a été engagée contre la famille Ben Bella pour se venger de son fils Ahmed après son évasion de la prison de Blida. Le tribunal de grande instance de Tlemcen qui a cité à comparaître la mère, la sœur et par défaut Ahmed Ben Bella, a donné raison à la commune de Maghnia et a ordonné la dépossession des Ben Bella et leur expulsion y compris de la maison où ils habitaient.

J'ai été chargé par le parti de m'occuper de cette affaire qui n'avait aucun rapport direct avec la répression et j'ai introduit un appel auprès de la cour d'Alger où je me suis présenté pour défendre les intérêts de madame Ben Bella et de sa fille et implicitement de Ahmed Ben Bella.

À la veille du déclenchement de la guerre de Libération nationale, j'ai plaidé cette affaire devant la cour d'Alger et j'ai fait infirmer la décision du tribunal de Tlemcen. La question qui se pose en fin de compte, pourquoi ce Marocain qu'était le père de Ben Bella, a-t-il obtenu des autorités coloniales de pareilles concessions ? Je n'ai pas trouvé de réponse immédiatement. Plus tard, lors de ma détention au Sud, ordonnée par le même Ben Bella, un compagnon de détention, en l'occurrence Bensoltane, natif de Maghnia et militant de la première heure du PPA, m'avait dit qu'il a su que cette récompense dont a bénéficié le père de Ben Bella après l'avoir fait quitter le Maroc pour le protéger, était le résultat des trahisons et des crimes qu'il avait commis au Maroc. Le père de Ben Bella a donc été récompensé parce qu'il a trahi son peuple marocain, sa patrie et son roi. C'est ça la marocanité héréditaire de Monsieur Ahmed Ben Bella.

4

Par ailleurs, j'ai une question à poser à Monsieur Ben Bella même si j'ai, en partie, la réponse. Que sont devenus les bijoux collectés dans le cadre du Fonds de solidarité (Soundoq ettadhamoun), au début de l'indépendance et qui s'estimaient à des quintaux, si ce n'est à des tonnes d'or et d'argent dont les femmes algérienne se sont dépouillées pour se parer de la liberté retrouver et aider l'économie algérienne à prendre son essor ?

Une partie de ce fonds a été retrouvée à la Villa Jolie, où des sacs de bijoux étaient entassés dans des pièces jusqu'au plafond. Et c'est Ben Bella qui les y avait déposés. L'inventaire de ce qui a été retrouvé a été établi officiellement après le coup d'Etat du 19 juin 1965, par le président de la Cour suprême de l'époque et par son procureur général respectivement Benbahmed et Maître Mostafaï El Hadi. Des sacs pleins de devises ont été également retrouvés à la Villa Jolie, car Monsieur Ben Bella puisait comme bon lui semblait dans le fonds de devises de la Banque centrale pour distribuer l'argent selon ses humeurs.

La question reste posée : où est passé le reste de Soundoq ettadhamoun et qu'en a-t-il fait ?

À propos du déclenchement du 1er Novembre

Là aussi Ben Bella dit : « *Le 1er Novembre, c'est moi.* » Une autre ignominie. Car tout le monde sait que le 1er Novembre n'a pas été décidé au Caire où s'était réfugié Ben Bella, mais en Algérie.

Tout le monde sait aussi le rôle joué par Boudiaf, Taïeb El Watani, dans la préparation du déclenchement de la guerre de Libération nationale. Sans Boudiaf, sans les démarches qu'il a entreprises, sans l'aide qu'il a reçue de la part d'un nombre réduit de militants dont Didouche, la réunion des 22 n'aurait jamais pu avoir lieu.

Le principe d'une action armée a été décidé lors de la réunion des 22 à laquelle Ben Bella n'a pas participé, parce qu'il ne pouvait pas y être puisqu'il était au Caire.

L'assemblée des 22 a mandaté les Cinq auxquels s'était joint Krim Belkacem pour devenir le comité des Six qui s'est réuni chez Mourad Boukchoura à Bologhine et a décidé de la date du 1er Novembre pour lancer l'insurrection.

Donc, Ben Bella n'a pas participé à cette décision et, à ce titre, ne peut prétendre que le 1er Novembre, c'était lui.

Mieux encore, Ben Bella n'a pas assisté à la création du CRUA dont le véritable artisan était Boudiaf qui en a eu le financement grâce à Lahouel et dont l'organe central, "*Le Patriote*", était dirigé par Salah Louanchi et tiré et distribué à partir du local des SMA, à la Pêcherie.

Ben Bella n'y est pour rien dans cet épisode glorieux.

Ben Bella était plutôt à l'origine de l'arrestation au Caire de Lagha, président des SMA. D'ailleurs, au Caire, Ben Bella était l'agent de Fethi Dib, chef des services secrets égyptiens.

Quand Lahouel Hocine est arrivé en novembre 1954 au Caire, en compagnie de Mhamed Yazid pour discuter de l'ouverture de la représentation du MTLD à l'extérieur et dont le chef était Mohamed Khider, il s'est indigné du fait que ses interlocuteurs soient des éléments des Moukhabaret. Lahouel a refusé de dialoguer avec la police égyptienne et a exigé qu'il soit reçu par un niveau politique supérieur. Lahouel avait déclaré alors : « *Nous sommes un parti politique, nous exigeons de discuter avec des autorités politiques.* » Ce coup de gueule de Lahouel contre les Egyptiens et Ben Bella a valu au leader centraliste l'ire du Caire ce qui l'avait contraint à se réfugier en Allemagne puisqu'en Algérie, la révolution avait déjà commencé.

Le rôle de Ben Bella dans la révolution

Khider était le premier à se réfugier au Caire lors du démantèlement de l'OS et après la levée de son immunité parlementaire. Le MTLD lui avait alors demandé de se rendre aux autorités coloniales, mais Khider a refusé et avec l'aide de M'hamed Yazid, il s'est rendu en Suisse avant de rejoindre le Caire.

Aït Ahmed, en sa qualité d'ancien responsable de l'OS et craignant d'être arrêté, le parti lui ordonna de quitter l'Algérie et de se rendre au Caire.

Enfin, et après son évasion organisée par le parti, Ben Bella était le troisième à rallier le Caire.

Il est exact que Ben Bella a fait partie du Bureau du PPA au Caire. Il est tout aussi exact, à l'instar des autres membres du Bureau du Caire, Mohamed Khider et Hocine Aït Ahmed, il a opté pour le FLN.

À ce titre, chacun des trois membres de la délégation du FLN à l'extérieur avant d'être rejoint par Boudiaf, était chargé d'une mission :

Khider était chargé des questions politiques. À ce titre, il a été contacté par la SFIO pour tenter d'entrer en contact avec le FLN et engager des négociations.

Aït Ahmed était chargé des relations internationales qui, assisté de M'hamed Yazid, a représenté le FLN lors de la conférence des non-alignés à Bandung. C'est toujours Aït Ahmed qui représentait l'Algérie aux Nations Unies jusqu'à son arrestation. Ben Bella était chargé de pourvoir les maquis en armes. De 1954 à 1955, aucune arme n'a été fournie par Ben Bella aux maquis, ce qui a poussé Benboulaïd à puiser dans ses propres fonds dans l'espoir de se rendre en Libye pour acheter des armes. C'est d'ailleurs lors de son périple à pied vers la Libye qu'il a été arrêté aux frontières tunisiennes. En 1956, la situation n'a pas changé et le bilan de Ben Bella était négatif. C'est pour cette raison que Larbi Ben M'hidi a pris le risque de se rendre au Caire où il a eu une discussion orageuse avec Ben Bella à propos de sa mission qu'il n'a pas remplie. Dès son retour, en Algérie, Ben M'hidi a rendu compte de sa mission au Caire à Abane.

Le Congrès de la Soummam

Ben Bella prétend qu'il a été empêché par Abane d'assister au Congrès de la Soummam. Ben Bella oublie de dire qu'il voulait que le Congrès se tienne à San Remo, situé à la frontière franco-italienne, ce qui constituait un risque sérieux pour la sécurité de la direction de la Révolution. Ben Bella était alors à Madrid. Il a envoyé à San Remo Khider pour la délégation de l'extérieur et Doum pour la Fédération FLN de France.

Pour Abane, il n'était pas question de tenir le congrès ailleurs qu'en Algérie aussi bien pour des raisons de symbolique politique que pour des raisons sécuritaires.

Au-delà de ces considérations, le Congrès concerne, en premier lieu, ceux qui étaient à l'intérieur et qui affrontaient l'ennemi militairement et politiquement.

Pour mémoire, le Congrès devait se tenir dans un autre endroit que la région d'Ifri mais toujours dans la Kabylie. Ce lieu a été bombardé.

Pour rappel aussi, Zighoud Youcef avait proposé la tenue du Congrès dans le Nord constantinois.

À propos du « cinéma » vestimentaire de Messali Hadj

Monsieur Ben Bella ! L'accoutrement de Messali Hadj, à savoir sa chéchia, sa gandoura, son burnous et sa canne, avait un sens identitaire qui le différençiait des colonialistes qu'il combattait. Cette façon de s'habiller n'était ni excentrique ni fantasmagorique. Elle faisait partie de la dimension politique de l'homme qu'était Messali. Elle avait une valeur aux yeux du peuple. Par cet accoutrement, Messali affirmait la personnalité algérienne. Quant à la barbe qui le caractérisait depuis son engagement politique, Messali a juré de ne la raser qu'après l'indépendance.

Pourquoi Ben Bella ne parle-t-il pas du charisme de Messali, de sa verve et son talent de tribun hors pair et de sa foi inébranlable en l'indépendance du pays ?

Il a résisté à tout le monde et aujourd'hui on présente les Oulémas comme des révolutionnaires à l'origine de l'indépendance.

C'est une autre monstruosité et une falsification éhontée de l'histoire.

Le père du nationalisme algérien est bel et bien Messali Hadj. Cependant, il mérite d'être condamné pour ses choix à la veille du 1er Novembre 1954, pour le sang qu'il a fait verser entre les Algériens, pour sa mégalomanie, oui l'histoire le jugera. Mais jusqu'à la création du CRUA, Messali a été le représentant du nationalisme algérien.

Lorsque Messali a commencé à parler de la présidence à vie du parti, de pleins pouvoirs, il s'est mis sur le banc des accusés et le peuple a tranché le 1er Novembre et en 1956 en choisissant le FLN contre le MNA.

C'est cet épisode que Ben Bella aurait dû aborder et non l'aspect vestimentaire d'un homme qui a réussi à imposer le fait national algérien et l'idée de l'indépendance alors que les assimilationnistes étaient légion au sein du mouvement national.

En tout état de cause, Ben Bella est mal placé pour critiquer le culte de la personnalité de Messali Hadj et de sa folie des grandeurs. N'a-t-il pas fait pire quand il était président de la République ? Je me souviens d'une réunion du gouvernement qu'il a présidée après son retour d'un voyage en Guinée. Il n'a pas cessé de parler du « cinéma » de l'accueil qui lui a été réservé. Il jubilait au point de regretter qu'en Algérie, ce genre de « cinéma » n'existait pas.

Enfin, je tiens à dire que Ben Bella est responsable de la fin tragique de beaucoup de héros de la Révolution. Qu'il se souvienne, lui qui n'a pas tiré un coup de feu durant les sept ans et demi de la Révolution, de sa décision d'exécuter Chaâbani, chef de la wilaya, colonel de l'ALN de l'intérieur. Du rôle qu'il a joué dans l'exécution de Abane et j'en passe.

Les trahisons de Ben Bella

Pour finir, je tiens à dévoiler un fait que Khider m'a raconté. Khider a soutenu Ben Bella après un accord commun. L'un et l'autre visaient le pouvoir. L'un et l'autre avaient ses raisons. À ce titre, ils s'étaient entendus de se partager le pouvoir. Khider espérait en fait être président de la République à titre honorifique et Ben Bella chef du gouvernement avec les pleins pouvoirs de l'exécutif. Pour Khider, Ben Bella était jeune, il avait tout l'avenir devant lui. Donc Khider espérait faire un mandat à la tête du pays avant de se retirer dans une ferme à Douéra pour finir sa vie.

Ben Bella est venu d'Oran à Alger où les armées de la Wilaya IV régnaient en maîtres.

Lors d'une réunion de nuit chez Rabah Bitat, en présence de Khider, de Bousmaha, de Lakhdar Bouragaâ, de Boumaâza et de moi-même, il a été dit à Khider qu'il était le bienvenu, mais Ben Bella n'avait pas intérêt à venir à Alger. Les responsables de la Wilaya IV ont informé Khider qu'ils ne voulaient ni de Ben Bella ni de Boumediene même comme députés.

C'est Khider qui a fait venir Ben Bella clandestinement à Alger et c'est Fares qui l'a hébergé dans une villa à Rocher-Noir, à Boumerdes, un hélicoptère était prêt à l'évacuer en cas de besoin. Plus tard, Fares, le commandant Azzedine, moi et d'autres avons été mis en résidence surveillée.

Lors de la réunion des cadres du parti tenue au lycée Amara-Rachid, tous les commissaires politiques, à l'exception de Mostghalmi, se sont engagés à reprendre les armes pour empêcher Ben Bella de prendre le pouvoir.

Ben Bella, ayant été informé par Mostghalmi de ce qui se tramait, a quitté Alger pour Oran. Ben Bella a fait intervenir l'ambassadeur d'Egypte à Alger pour trouver un arrangement avec Khider à qui il a demandé de s'éclipser pendant six mois, et à son retour, l'engagement pris pour le partage du pouvoir sera respecté.

À son retour, Khider a compris le jeu de celui qu'il considérait comme son fils. Ben Bella a trahi tous ceux qui l'ont aidé, y compris Khider.

Sur le plan intellectuel, Ben Bella n'a aucune honnêteté. J'ai travaillé avec lui et je sais de quoi je parle. Il s'approprie les idées des autres en les étalant dans les journaux.

Entre 1956 et 1962, il a été emprisonné sans se donner la peine d'améliorer son français.

Entre 1965 et 1982, date de sa libération par Chadli, il n'a fait aucun effort pour apprendre l'arabe classique, lui qui se dit arabe.

Aujourd'hui, Ben Bella verse, à travers son délire, dans la désinformation et le détournement de l'histoire.

C'est pour cette raison que j'ai tenu à lui répondre car le devoir de mémoire m'est imposé comme il s'impose à tous les témoins vivants de notre histoire.

Je suis en train d'écrire pour dire et rétablir les vérités telles que vécues.

Nul n'a le droit de se taire sur la falsification de l'histoire qui est le patrimoine de tous les Algériens.

Amar Bentoumi.

* **Amar Bentoumi** a été avocat du PPA-MTLD de 1947 à 1954, puis avocat du FLN jusqu'en 1962.

Député de Constantine à l'Assemblée constituante, il a été le premier ministre de la Justice de l'Algérie indépendante.

Après un désaccord avec Ben Bella qui l'a poussé à quitter le gouvernement, il a été interné en compagnie de Farhat Abbas à Adrar.

Ancien bâtonnier d'Alger.



Sources :

["Le Quotidien d'Algérie en ligne" du 17 mai 2011](#)

["La Tribune" du 17 mai 2011](#)